

# La transition agroécologique : défis et enjeux

## Déclaration du groupe CGT

Au-delà du choix de la période et donc de l'opportunité politique d'un tel texte, le groupe CGT considère cet avis, notamment dans ses deux premières parties, comme une contribution utile pointant un système qui a fait son temps.

Il dénonce la spéculation sur les productions agricoles et alimentaires et la mise au clou de l'indépendance nationale et la souveraineté alimentaire. Le secteur agroalimentaire est étouffé par l'agrobusiness et les groupes d'amont et d'aval de l'agriculture, ce qu'un chercheur a qualifié de « verrouillages sociotechniques ».

La qualité de vie et du bien-être des travailleurs de la terre, la santé de la population, la qualité des produits, leur accès pour tous, le respect des sols et des ressources naturelles, la biodiversité et les écosystèmes sont sacrifiés.

L'approche conceptuelle de l'avis confirme que l'agroécologie est un élément d'un système alternatif possible. Ce n'est pas la moindre des qualités du texte.

Les préconisations apportent trop peu de réponses neuves à cette situation. Elles ne préconisent aucune rupture fondamentale.

Comment peut-on cibler les « verrouillages sociotechniques » et faire appel aux mêmes pour combattre leur propre système ? C'est pour le moins naïf.

A rebours de l'actualité professionnelle, les vertus de la contractualisation sont vantées alors que les politiques publiques d'intervention sur les marchés sont minimisées. Pourtant l'intervention étatique est essentielle pour changer de paradigme.

L'agroécologie qui se pose en solution alternative forte est axée sur des productions de « moyennes gammes ». N'est-ce pas « petit bras » ? Pourtant, l'accès de tous à une alimentation saine et de qualité est un enjeu de santé publique.

Des logiques, que nous partageons, mises en œuvre par des politiques concrètes, seraient-elles trop exigeantes ou inacceptables pour la période parce que trop progressistes ?

La question de l'appropriation sociale et collective d'un secteur aussi vital se pose avec force dans le texte lui-même. Il montre que l'humanité se pose les questions qu'elle est en

mesure de régler. Aujourd'hui, la contradiction est criante entre le mouvement de socialisation de plus en plus avancé qui touche nos secteurs et l'appropriation privée et égoïste des résultats.

Notre pays est en capacité de ressaisir la maîtrise de sa politique agricole et alimentaire dans le cadre de relations et d'échanges mutuellement avantageux en Europe comme à travers le monde.

C'est en ce sens que le ministère de l'Agriculture doit agir et non pas contribuer à toutes les stratégies de ceux qui s'accaparent les richesses.

Les préconisations auraient gagné à être plus incisives. Pourtant, le groupe CGT considère que les logiques dévoilées et les débats au sein de la section ont permis d'approfondir des aspects importants et de prendre en compte un certain nombre d'amendements.

Pour ces raisons, la CGT a voté l'avis.